

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/LIC/Q/IDN/19
17 avril 2012

(12-2018)

Comité des licences d'importation

Original: anglais

NOTIFICATION AU TITRE DES ARTICLES DE L'ACCORD SUR LES PROCÉDURES DE LICENCES D'IMPORTATION PRÉSENTÉE PAR L'INDONÉSIE¹

Questions du CANADA et des ÉTATS-UNIS à l'INDONÉSIE

La communication ci-après, datée du 16 avril 2012, est distribuée à la demande des délégations du Canada et des États-Unis.

Nous croyons comprendre que le gouvernement indonésien a élaboré et est en train d'élaborer de nouvelles prescriptions concernant l'octroi de licences d'importation non automatiques qui s'appliqueront au bétail, aux produits de l'élevage, notamment les viandes, et aux fruits et légumes frais et transformés. Ces nouvelles prescriptions, qui paraissent être complexes et manquer de transparence, pourraient entraver sensiblement le commerce de ces produits. Compte tenu du vœu exprimé par tous les Membres de l'OMC de "simplifier les procédures et pratiques administratives utilisées dans le commerce international et d'assurer leur transparence, et de faire en sorte que ces procédures et pratiques soient appliquées et administrées de manière juste et équitable", nous demandons respectueusement au gouvernement indonésien: 1) de répondre rapidement et de manière complète aux questions et aux préoccupations formulées ci-dessous; et 2) de publier et notifier dans les meilleurs délais toutes mesures ou modifications apportées à des mesures, conformément à l'article 1:4 et à l'article 5 de l'*Accord sur les procédures de licences d'importation* afin que les gouvernements et les commerçants puissent en prendre connaissance et présenter leurs commentaires à ce sujet avant leur mise en application.

BÉTAIL ET PRODUITS DE L'ÉLEVAGE

1. Nous croyons comprendre que le Règlement n° 50/2011 du Ministère de l'agriculture et le Règlement n° 24/2011 du Ministère du commerce, qui portent application de la Loi n° 18/2009 sur l'élevage et la santé animale, énoncent les règles applicables à l'importation de bétail et de produits de l'élevage. Prière d'expliquer si ces mesures imposent un régime de licences non automatiques et à quelle mesure ou procédure administrative ces règles correspondent.

2. Comment le régime indonésien de licences d'importation fonctionne-t-il en pratique, en ce qui concerne le bétail et les produits de l'élevage? Prière en particulier de communiquer les renseignements publiés, conformément à l'article 3:3, afin que les Membres aient suffisamment d'informations pour comprendre la base sur laquelle les licences sont accordées et/ou réparties, ainsi que tous les renseignements pertinents concernant les rubriques figurant à l'article 3:5.

¹ Voir les Points convenus au sujet des procédures d'examen des notifications (G/LIC/4).

3. Outre le Règlement n° 50/2011 du Ministère de l'agriculture et le Règlement n° 24/2011 du Ministère du commerce, y a-t-il d'autres règlements indonésiens en vigueur affectant l'importation de bétail et de produits de l'élevage?

4. Est-ce que le gouvernement indonésien délivre un nombre déterminé ou limité de permis ou de licences d'importation chaque année (ou sur une autre base temporelle) pour l'importation de bétail ou de produits de l'élevage, ou bien est-ce que tout nombre de permis d'importer peut être délivré pour toute quantité de produits, pour autant que les importateurs remplissent les critères énoncés dans le Règlement n° 50/2011 du Ministère de l'agriculture et dans le Règlement n° 24/2011 du Ministère du commerce?

5. Quelles sont, le cas échéant, les procédures de licences que l'Indonésie applique à la production intérieure de bétail et de produits de l'élevage?

6. Toutes les demandes sont-elles traitées de la même façon, et tous les demandeurs ont-ils les mêmes possibilités d'importer des produits en vertu des règles en question? Dans la négative, prière d'expliquer en quoi les règles sont neutres dans leur application et sont administrées d'une manière juste et équitable, conformément à l'article 1:3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation.

7. Nous constatons que l'Annexe II du Règlement n° 50/2011 du Ministère de l'agriculture contient une liste de produits de l'élevage qui peuvent être importés. Certains produits courants dans les échanges ne figurent pas dans cette annexe (par exemple certains produits à base de poulet relevant des positions du SH 0207.13 et 0207.14). Est-ce que ces produits ne sont pas admis à bénéficier de permis d'importation? S'ils sont admissibles, comment peut-on obtenir les permis d'importation pour les produits en question?

PRODUITS HORTICOLES

1. Quel est le statut des règlements proposés et approuvés relatifs aux produits horticoles, notamment celui du Règlement n° 3/Permentan/OT.140/1/2012 du Ministère de l'agriculture et un éventuel règlement correspondant du Ministère du commerce? Prière d'expliquer à quelle date chaque règlement doit entrer en vigueur, et à quelle date l'Indonésie envisage de les notifier au Comité des licences d'importation et d'en fournir des copies.

2. Des prescriptions en matière de licences d'importation s'appliquent-elles aux produits agricoles qui ne sont pas visés par le Règlement n° 3/Permentan/OT.140/1/2012 du Ministère de l'agriculture? Dans l'affirmative, ces prescriptions ont-elles été notifiées au Comité? Nous demandons au gouvernement indonésien de notifier dans les meilleurs délais toute mesure proposée concernant l'importation de produits horticoles en fournissant le texte des projets de règlement afin que les Membres puissent les examiner et présenter leurs commentaires avant la mise en application.

3. Prière d'expliquer si les mesures en question imposent un régime de licences d'importation non automatiques et quelle est la mesure ou la procédure administrative correspondante.

4. Prière d'expliquer la procédure que suivraient le Ministère de l'agriculture et le Ministère du commerce pour évaluer les demandes de recommandations d'importation et de licences d'importation. Prière en particulier de fournir les renseignements publiés, conformément à l'article 3:3, ainsi que tous les renseignements pertinents concernant les rubriques figurant à l'article 3:5. Dans quelle mesure les décisions en question seraient-elles fondées sur les conditions du marché intérieur, telles que la production, la consommation, la demande et la sécurité alimentaire? Lorsqu'ils accordent des licences ou émettent des recommandations, est-ce que le Ministère de l'agriculture ou le Ministère du

commerce peuvent réduire arbitrairement le volume des importations par rapport au volume demandé?

5. Quelles sont les procédures de licences, si elles existent, qui s'appliquent en Indonésie à la production intérieure de produits horticoles faisant l'objet de prescriptions en matière de licences d'importation?

6. Les demandeurs sont-ils tous traités de la même façon, et ont-ils les mêmes possibilités d'importer des produits dans le cadre de ces règles? Dans la négative, prière d'expliquer en quoi les règles sont neutres dans leur application et administrées d'une manière juste et équitable conformément à l'article 1:3 de l'Accord.

7. En quoi le régime de licences satisfait-il à la prescription énoncée à l'article 3:2, à savoir que les licences non automatiques n'exerceront pas, sur le commerce d'importation, des effets de restriction ou de distorsion s'ajoutant à ceux que causera l'introduction de la restriction?

8. L'article 3 de l'Accord dispose que "les procédures de licences non automatiques correspondront, quant à leur champ d'application et à leur durée, à la mesure qu'elles servent à mettre en œuvre et elles n'imposeront pas une charge administrative plus lourde que ce qui est absolument nécessaire pour administrer la mesure". Prière d'expliquer le champ d'application, la durée et la charge administrative des mesures à la lumière de cette disposition.

9. L'article 1:6 dispose que les procédures de demandes "seront aussi simples que possible" et que les requérants "n'auront à s'adresser, pour ce qui concerne leurs demandes, qu'à un seul organe administratif". Pourquoi est-il strictement indispensable que les importateurs de produits agricoles s'adressent au Ministère de l'agriculture pour les recommandations d'importation, au Ministère du commerce pour les licences d'importation, et à d'autres organismes – l'Agence nationale de contrôle des médicaments et des produits alimentaires, BPOM et le Ministère de l'industrie – qui peuvent être concernés?

10. L'article 3:5 f) dispose que le délai d'examen des demandes ne dépassera pas 30 jours lorsque les demandes sont examinées au fur et à mesure de leur réception, et 60 jours lorsqu'elles sont toutes examinées simultanément. Quel est le système utilisé par l'Indonésie, et quel est le délai maximum d'examen avant l'octroi d'une licence d'importation?

11. L'annexe II du Règlement 3 énonce les produits pour lesquels des recommandations d'importation peuvent être obtenues auprès du Ministère de l'agriculture. Pour les produits de type horticole ne figurant pas sur cette liste, des recommandations d'importation et des licences d'importation sont-elles requises? Ces produits sont-ils dispensés des prescriptions en matière de licences ou ne peuvent-ils faire l'objet d'importations?
